

PIB

Il est peu probable que la dette publique franchisse le seuil des 100%

La croissance devrait conserver le rythme actuel et le déficit public rester au même niveau en 2018 et 2019, puis nettement diminuer



© Freepik

par François Ecalte

La dette publique a augmenté de 0,4 point de PIB en 2017 pour atteindre 97,0 % du PIB en fin d'année. Cette légère hausse de l'endettement public peut avoir deux origines, le déficit public ou des acquisitions d'actifs financiers (les investissements non financiers sont inclus dans le déficit public en comptabilité nationale).

Il existe un niveau de déficit qui permet de stabiliser la dette en pourcentage du PIB. Il est égal au produit de la dette par le taux de croissance du PIB en valeur. Si le déficit effectif est supérieur à ce "déficit stabilisant", il contribue à accroître l'endettement ; s'il est inférieur, il contribue à le réduire. L'année 2007 a été la dernière où le déficit public a été inférieur à ce déficit stabilisant.

"Il existe un niveau de déficit qui permet de stabiliser la dette en pourcentage du PIB. Il est égal au produit de la dette par le taux de croissance du PIB en valeur"

La dette publique représentait 96,6 % du PIB à la fin de 2016 et le taux de croissance du PIB en valeur a été de 2,6 % en 2017, selon la première estimation de l'Insee. Le déficit stabilisant était donc de 2,5 % du PIB et le déficit effectivement mesuré (2,6 % du PIB) en était très proche. Celui-ci n'a que marginalement contribué à la hausse de la dette publique (de l'ordre de 0,1 point de PIB), qui résulte donc surtout d'opérations financières non prises en compte dans la mesure du déficit.

Privatisation et reprise de dette

Si les hypothèses de croissance économique et les objectifs de dépenses de la loi de programmation des finances publiques sont respectés, la croissance devrait conserver le rythme actuel et le déficit public rester à peu près au même niveau en 2018 et 2019, puis nettement diminuer. Dans ces conditions, le déficit devrait contribuer à maintenir la dette à un niveau proche de 97 % du PIB en 2018 et 2019 puis la faire baisser jusque vers 90 % en 2022.

Historiquement, les acquisitions et cessions d'actifs financiers n'ont eu un fort impact sur la variation annuelle de la dette que les années où les mouvements de capitaux entre l'État et les entreprises ont été particulièrement importants : privatisations d'un côté ; nationalisations ou dotations en capital et reprises de dettes d'un autre côté.

"Si les hypothèses de croissance économique et les objectifs de dépenses publiques sont respectés, la croissance devrait conserver le rythme actuel et le déficit public rester à peu près au même niveau en 2018 et 2019, puis nettement diminuer"

Si un programme de privatisations d'un montant d'environ 10 Mds € a été d'un côté annoncé, il est vraisemblable que, d'un autre côté, l'État reprendra une partie de la dette de la SNCF, qui a atteint 47 Mds € à la fin de 2017 pour le réseau, dont environ 10 Mds € ont déjà été ajoutés à la dette publique. Celle-ci pourrait donc dépasser 97,0 % du PIB pour cette raison, mais il est désormais peu probable qu'elle franchisse le seuil de 100 % du PIB.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalte.

A lire également

Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalte